le moment est venu de les renouveler. Le congrès en appréciera l'urgence. Pour moi, s'il était permis d'émettre une opinion, je dirais : Hâtez-vous, messieurs; n'attendez pas la confection d'un budget dont il est d'ailleurs impossible de réunir tous les éléments et de prévoir toutes les allocations. Créez des ressources en attendant que les besoins soient précisés; instituez une chambre des comptes pour contrôler les dépenses; songez enfin que l'année touche à son terme, que l'État n'a payé ni ses créanciers, ni ses fonctionnaires; que l'exécution de ses contrats est en partie suspendue; que dans plusieurs villes la charité publique est devenue l'unique soutien du pauvre, que ces villes ne peuvent remplir leurs engagements sans recourir à des emprunts; que les emprunts ne réussissent pas toujours; qu'une foule d'existences commerciales et industrielles, ébranlées par la stagnation des affaires, peuvent s'écrouler avant quelques mois; et que si nos ateliers ne s'ouvrent pas bientôt à cette foule d'ouvriers qui vont chaque hiver y chercher du pain et du feu, le froid et la faim les décimera, peut-être, cette année, sur les places publiques et dans les campagnes.

Vous pouvez prévenir ce malheur, messieurs; le pays présente sous tant d'autres rapports un aspect trop satisfaisant, pour que vous n'appliquiez pas un prompt remède au seul mal qui puisse encore compromettre l'issue de notre heureuse délivrance.

Bruxelles, le 8 décembre 1850.

F. TIELEMANS.

(A. G.)

N° 212.

Opérations du comité de la justice.

Rapport fait dans la séance du 9 décembre 1850, par M. ALEXANDRE GENDEBIEN, administrateur général de la justice.

MESSIEURS,

L'un des griefs les plus fondés des Belges, contre le gouvernement déchu, était la mauvaise administration de la justice. Loin de s'attacher à garantir son indépendance contre toute atteinte et son intégrité contre tout soupçon, il semblait que le gouvernement prenait à tâche de la laisser sans consistance propre et sans considération publique. Le ministre qui en était le chef et que des tribunaux

adulateurs saluaient du titre de *premier magistrat du royaume*, était, de tous les ministres, le plus impopulaire, le plus décrié, par l'entier absolutisme de ses principes politiques; et le mépris des Belges pour cet homme rejaillissait toujours plus ou moins sur les magistrats, qui en mainte occasion, semblèrent n'être que ses dociles instruments. Seul entre tous ses collègues, dont le pouvoir et l'influence ne variaient et ne baissèrent jamais, il fut par cette fixité même d'autant plus fatal à notre ordre judiciaire, et le département de la justice n'eut pas même, comme les autres, l'espoir de s'améliorer par un changement dans le personnel du cabinet. Hollandais avant tout, il y introduisit, y propagea et y maintint les doctrines hollandaises et les hommes qui lui paraissaient en être imbus. Sous lui toutes les garanties dues aux accusés furent restreintes autant que possible : point de jury, car l'équité populaire lui était en horreur et le jury fut absous ceux que frappaient impitoyablement les lois exceptionnelles et les commissions politiques. Point de publicité pour l'audition des témoins : elle eût pu dévoiler le scandale et la frivolité de quelques accusations. Nul respect pour l'indépendance du barreau. Dans le ministère de la justice tous les employés, à l'exception d'un seul, étaient Hollandais : dans les tribunaux les magistrats n'étaient nommés que quand leur complaisance pour le système hollandais était notoire. La langue hollandaise fut imposée sans scrupule et sans honte à la magistrature et au barreau, vilipendés insolamment par cet outrage quotidien, et cette tyrannie se fût étendue probablement à toutes nos provinces, si l'excès du mal et l'imminence des envahissements ne nous avaient forcés à nous y opposer avec vigueur.

Et pendant tout ce laps de temps, l'ordre judiciaire fut tenu dans un état provisoire qui favorisait singulièrement les vues du gouvernement. L'amovibilité des magistrats faussa constamment l'économie de notre loi fondamentale : cette espèce de servage des juges anéantissait de fait un des pouvoirs de l'État, celui dont la stabilité et l'entière indépendance sont la base et le privilège. En vain promettait-on sans cesse une organisation définitive qu'on recula toujours : cette organisation, quelle qu'elle fût, eût émancipé la justice, et tel n'était pas le dessein de notre gouvernement. L'organisation permanente qui nous était promise, avec ses petits corps judiciaires, multipliés et éparpillés pour les rendre d'autant plus faibles, avec ses degrés de compétence mal déterminés, en l'absence du jury, destinés à appliquer une législation defectueuse, ne répondaient guère à l'attente des juristes éclairés et des bons citoyens. Elle nous singularisait entre tous les pays, sans nous rendre supérieurs,

et quoique le temps approchât, dit-on, où cette conception laborieuse allait être mise en pratique, on ne savait s'il fallait s'en applaudir ou s'en affliger, et les vices du système définitif balançaient en quelque sorte les inconvénients de notre long provisoire.

C'est en cet état, messieurs, que la révolution nous prit, au milieu de l'improbation générale amassée à loisir contre le ministère de la justice, tel que M. Van Maanen nous le laissait; à la veille d'un remaniement complet dans le personnel des tribunaux, avec la facilité de réparer les abus les plus criants et la faculté de toucher aux personnes sans blesser aucun droit, avec la nécessité de satisfaire promptement aux principales exigences du public, en lui prouvant que le gouvernement provisoire s'occupait avec sollicitude des moyens de faire rendre bonne et prompt justice au peuple.

Il ne crut pas qu'il lui convînt ou lui appartint de bouleverser l'ordre judiciaire, tel qu'il était actuellement organisé : ce n'était pas sa mission, et d'ailleurs un examen attentif lui donna la conviction que l'organisation en vigueur, telle que les lois françaises l'ont constituée, réalise un système préférable peut-être à tout ce qu'on pourrait être tenté de lui substituer. Il devait donc conserver en améliorant, purifier sans détruire, élaguer les mauvaises branches sans abattre l'arbre; c'est ainsi que son devoir lui apparut et qu'il essaya rapidement de l'accomplir.

Formé d'abord d'un comité unique, le gouvernement provisoire ne tarda pas à sentir qu'il devait diviser le travail, sous peine de le voir s'accumuler dans son sein au point d'y créer une confusion inextricable. La nature même des choses le conduisait à se distribuer en divers comités, à séparer l'administration générale, qui embrasse l'ensemble du gouvernement, en diverses administrations spéciales, qui sont des subdivisions naturelles du gouvernement.

Par arrêté du 29 septembre 1830, le gouvernement provisoire, « *considérant que ce qui importait le plus dans les circonstances actuelles était la prompt expédition des affaires,* » nomma dans son sein un comité central « *chargé de l'exécution de toutes les mesures prises sur le rapport des comités spéciaux.* »

Par cet acte même, les divers comités spéciaux étaient créés et ne tardèrent pas à entrer en fonctions.

Par arrêté du même jour, le gouvernement nomma M. l'avocat Blagnies, membre du conseil attaché au comité de la justice : la pensée du gouvernement paraissait être d'entourer chaque comité des lumières d'un conseil spécial qui y serait exclusive-

ment attaché; mais on sentit, sans doute, combien cette multiplication du personnel nuirait à la prompt expédition des affaires, en amenant de longues et nombreuses délibérations, et par la difficulté de trouver un personnel convenable pour chacun de ces conseils, ainsi que de les ramener tous à une parfaite unité d'action. Par ces raisons la création de ces conseils n'eut pas de suite, et celui qui devait être *attaché au comité de la justice* devint ce comité lui-même.

M. l'avocat Blagnies, chargé par le gouvernement d'une mission aussi délicate qu'importante, sentit l'avantage d'entourer d'une grande considération publique les opérations du comité dont il était le premier membre : il savait avec quelle curiosité sévère le public épie les premiers actes d'un gouvernement naissant et combien ces mêmes actes influent ensuite sur la bonne ou mauvaise destinée de ce gouvernement lui-même. La justice surtout, cette branche d'administration si délicate, a besoin d'une prudence toute particulière et d'une sanction plus intime de l'opinion publique. C'est pour cette raison que M. Blagnies demanda et obtint la nomination au comité de la justice de MM. les avocats Koekaert et Barbanson, dont l'un était le Nestor de notre barreau, et l'autre se rapprochait, par son âge et par l'indépendance de son caractère, de la génération qui allait prendre part aux affaires.

Ces nominations, faites par arrêté du 29 septembre, produisirent une impression favorable, et le comité de la justice, après s'être adjoint un secrétaire, entra immédiatement en fonctions, en l'absence de M. Gendebien, que le gouvernement destinait à en être le président et qu'une mission particulière retenait alors à Paris.

Ici commence le travail du comité; et, sur sa proposition le gouvernement provisoire prit successivement différents arrêtés pour rétablir et améliorer le cours de la justice, dont l'interruption prolongée devenait d'autant plus funeste, que les troubles inséparables d'une révolution augmentaient le nombre des causes, et que cette même révolution, se consommant après les vacances judiciaires, laissait déjà un arriéré considérable.

Par arrêté du 30 septembre, le comité central décida que la justice se rendrait au nom du gouvernement provisoire de la Belgique, et que tous les actes publics seraient rendus exécutoires au nom de cette même autorité.

Par arrêté du 1^{er} octobre, le comité central voulant itérativement que l'administration de la justice ne fût pas plus longtemps interrompue, et que les réformes et améliorations nécessaires pussent y être successivement introduites, arrêta que le con-

seil attaché au comité de la justice lui soumettrait les dispositions que l'urgence des circonstances rendait nécessaires, et il fut statué qu'un des membres de ce conseil travaillerait directement avec le comité central et lui ferait chaque jour un rapport.

Le conseil ou comité de la justice, dès l'instant de sa formation, avait reconnu qu'une épuration du personnel judiciaire était surtout une de ces dispositions *rendue nécessaire par les circonstances*. Le provisoire de l'ordre judiciaire et l'amovibilité de ses membres lui en laissaient les moyens légaux; l'intérêt public lui en faisait un devoir. Sans aucun doute, l'amovibilité des magistrats et leur révocation sont des faits funestes à l'indépendance de la justice, funestes même au peuple, dont elles détruisent la confiance; et il a fallu dans notre pays un heureux concours de circonstances pour rendre salutaire et légitime un remaniement qui, à d'autres époques, dans d'autres circonstances et dans d'autres pays, pourrait être désastreux.

Chez nous il n'en pouvait heureusement rien être. Notre magistrature n'avait pas reçu d'institution définitive; de son propre aveu elle se considérait elle-même comme provisoire et révocable; aucune loi ne l'avait dotée de l'amovibilité constitutionnelle qui devait résulter d'une organisation future: ce n'était donc point porter atteinte à l'inviolabilité de leurs sièges que de les en faire descendre.

Il est en outre assez généralement connu que la manière dont l'ordre judiciaire avait été constitué par l'ex-gouvernement, les motifs souvent honteux de ses choix et de ses préférences, la conduite publique de plusieurs de ses créatures, la déconsidération profonde dans laquelle quelques-uns étaient tombés, les actes odieux auxquels ils avaient pris part, et la triste célébrité qui en avait rejailli sur le corps entier, avaient rendu une épuration impérieusement nécessaire. C'eût été trahir la révolution que de ne pas satisfaire, en ce point, le juste désir du public, et le comité de la justice n'a pas hésité à y obtempérer.

Dans la recomposition des tribunaux, trois motifs principaux ont dirigé les éliminations opérées par le comité de la justice.

Les magistrats qu'un dévouement sans bornes à l'ancien gouvernement et une conscience servilement docile aux insinuations ministérielles, avaient rendus l'objet de la réprobation du peuple et d'une célébrité scandaleuse, le gouvernement provisoire les a destitués ou révoqués pour les rendre à l'obscurité de la vie privée.

Les magistrats qui, malgré leur incapacité notoire, avaient été revêtus d'une robe qu'ils étaient peu dignes de porter, le gouvernement les a écartés

d'une carrière pour laquelle ils n'étaient point faits et dans laquelle ils ne semblaient être entrés que par erreur ou par des voies subreptices.

Les magistrats que leur grand âge et une vieillesse honorable mettaient hors d'état de s'acquitter de leurs laborieuses fonctions avec le zèle et l'assiduité convenables, le gouvernement les a admis à faire valoir leurs droits à la retraite, en profitant de l'occasion de cette recomposition générale pour leur donner des remplaçants que les titulaires eussent incessamment sollicités eux-mêmes.

C'est par l'une ou l'autre de ces trois causes, séparées ou réunies, que le comité s'est laissé guider dans la recomposition judiciaire.

Les réorganisations dans le ressort de la cour de Liège ont été effectuées d'après l'avis et sur la proposition du parquet de la même cour.

Les réorganisations dans le ressort de la cour de Bruxelles ont été effectuées par le comité seul, mais toujours sur l'avis de personnes notables ou des autorités des différentes provinces du ressort de la même cour.

Il ne nous est pas permis de juger nous-mêmes du résultat de nos travaux, et nous ne pouvons convenablement divulguer et détailler dans ce rapport les motifs particuliers qui ont déterminé chaque élimination. Cependant nous avons lieu de croire que nous n'avons montré nulle part une sévérité exorbitante; et, en quelques endroits, comme à l'égard de quelques magistrats maintenus ou remplacés, le gouvernement a essuyé le reproche de ne pas avoir usé de son pouvoir avec toute la rigueur qu'il eût pu déployer. Ces reproches mêmes justifieraient au besoin les épurations qui ont été faites.

La cour de Liège a subi moins de réformes, parce qu'elle avait été moins altérée par l'arbitraire de l'ancien gouvernement. Par les localités, elle n'était point aussi directement sous la main de M. Van Maanen; la langue qu'on y parlait ne permettait guère à ce ministre d'y déployer à l'aise son système hollandais; et comme elle n'avait pas été appelée à faire preuve, dans des procès politiques, d'une obséquiosité devant laquelle elle eût sans doute reculé, l'opinion publique ne lui était pas contraire comme à la cour de Bruxelles. Il a donc été permis de conserver son personnel dans sa presque totalité.

Il est assez connu que la cour de Bruxelles ne jouissait pas du même avantage, et que pour l'environner d'un éclat particulier, des réformes plus étendues étaient indispensables. C'est dans ce sens que le comité a agi. Il y a appelé les membres du barreau dont l'indépendance et les connaissances serviraient de garants à la confiance publique; il en a fait pour les magistrats des tribunaux inférieurs

l'objet d'une récompense flatteuse et méritée, le but d'une ambition d'autant plus honorable que dorénavant la cour de Bruxelles sera, nous l'espérons, un corps judiciaire que la Belgique pourra présenter avec orgueil à l'estime des autres nations. La cour se recrutera dans les différentes provinces, parmi les avocats et les magistrats auxquels de longues études ou de longs services auront mérité cette distinction.

Un obstacle que le comité a souvent regretté de rencontrer, est le manque de sujets capables qui consentissent à accepter des fonctions dans l'ordre judiciaire. Soit que les études et les connaissances qui forment les juriconsultes ne soient pas assez généralement cultivées, soit que la modicité des traitements attachés aux fonctions judiciaires en éloigne tous les avocats à qui leurs talents assurent une fortune plus indépendante, nous avons eu quelquefois à déplorer la nécessité où nous nous trouvions de composer quelques tribunaux moins bien que nous ne l'eussions désiré; mais alors le gouvernement a pu se convaincre qu'il fallait en quelque sorte céder à la nécessité et se borner à choisir les candidats du plus grand mérite relatif, faute de pouvoir obtenir le consentement de candidats plus dignes et plus capables.

Et ces mêmes motifs, qui entravent si puissamment la composition d'un ordre judiciaire irréprochable, empêcheront aussi le gouvernement de tenir un compte exact des localités dans les nominations et d'observer à leur égard une proportion rigoureuse entre les diverses provinces. On a pu remarquer que, dans le partage des places aux cours de Bruxelles et de Liège, les habitants du Brabant méridional et de la province de Liège étaient appelés proportionnellement en plus grand nombre que ceux des autres provinces, et l'on a cru pouvoir en faire un sujet de reproche contre le gouvernement, comme s'il y avait dans ce fait partialité volontaire de sa part : des mécontents ont même essayé de s'en emparer comme d'un texte pour susciter entre les différentes provinces de petites jalousies et des rivalités d'ambition.

Le gouvernement, messieurs, a constamment mis tous ses efforts à prévenir jusqu'à l'apparence de cette prétendue partialité, dont il serait le premier à reconnaître l'injustice si elle était réelle : il sent que les préférences qui existaient précédemment en faveur d'une moitié du royaume au détriment de l'autre, ne doivent pas se renouveler aujourd'hui de province à province, et que ce népotisme d'un nouveau genre serait un abus aussi grave que l'ancien. Comme, dans son opinion, l'institution et le maintien des grands corps judiciaires sont infiniment préférables à la création de petites cours fai-

bles et secondaires, il est convenu de veiller avec d'autant plus de soin à ce que nos deux grands corps judiciaires renferment dans leur sein et en nombre suffisant, des représentants de toutes les provinces, des organes de tous les intérêts, des juges qui aient successivement parcouru différents degrés de l'ordre judiciaire et séjourné dans des localités diverses.

Mais tout en observant ce principe aussi exactement que possible, les faits ont quelquefois contraint le gouvernement à en dévier, et la réflexion justifie ces exceptions inévitables : Bruxelles et Liège présenteront toujours un plus grand nombre de candidats pour les places judiciaires, parce que les barreaux de ces deux villes sont les plus nombreux, les plus suivis, les plus exercés par une longue expérience et par l'importance des affaires qui s'y traitent : et comme les barreaux sont les véritables pépinières de la magistrature, là où se trouvent le plus d'avocats, sera aussi le plus grand nombre de candidats pour les fonctions judiciaires, et de cette observation incontestable résulte déjà une supériorité relative qui n'est pas l'effet d'une préférence malveillante, mais qui tient à la nature même des choses.

Dans telle province les jeunes gens suivent de préférence la carrière du commerce, dans telle autre celle de l'industrie ou des armes, dans une troisième celle de l'agriculture. Ici sont des légistes qui seraient de bons magistrats, mais que cette existence trop modeste et trop laborieuse ne séduit guère. Là sont des candidats auxquels les places conviendraient, mais qui ne conviennent pas aux places. Il arrive que des localités entières ne présentent pas un seul homme que l'ordre judiciaire puisse revendiquer avec avantage. Cependant, malgré ces embarras souvent insurmontables, le gouvernement s'est fait un religieux devoir d'observer autant que possible, entre toutes les provinces, la justice distributive la plus impartiale. Quand il n'a pu donner aux candidats qui en étaient dignes un avancement convenable dans leurs propres provinces, il les a placés dans une autre, en tâchant constamment de concilier ces mutations avec le bien du service et l'intérêt public. En plusieurs occasions, et même pour des fonctions importantes, aucun candidat convenable ne se présentait, et le comité a dû négocier des acceptations ou essuyer des refus. Des membres influents de différents barreaux auxquels des places ont été offertes et auxquels seuls elles pouvaient l'être, ne les ont pas acceptées et ont contribué ainsi à favoriser cette inégalité que le gouvernement avait à cœur de prévenir. Quand nous avons prié les gouverneurs des différentes provinces de nous désigner des candidats pour des

sièges de conseiller, il nous a été répondu *que cette demande ne laissait pas de les mettre dans l'embaras, que les barreaux n'offraient pour ces places que peu de candidats, que si l'on enlevait aux tribunaux des provinces leurs membres les plus distingués, l'administration de la justice en souffrirait un dommage notable; et ces réponses étaient accompagnées de tableaux et de détails justificatifs qui en démontraient toute la vérité.* Placé ainsi dans une position épineuse, et ayant à craindre de nuire à la justice, en voulant favoriser les localités, le gouvernement a fait ce qu'après un mûr examen il a reconnu possible et utile au bien général, que son premier devoir était de considérer avant tout : c'est ainsi qu'à la cour de Bruxelles le premier président de la cour, le digne bâtonnier de l'ordre des avocats, est du Brabant méridional; et des cinq chambres de la cour, le premier président de chambre est de la Flandre orientale, le second de la province d'Anvers, le troisième de la partie flamande du Brabant méridional, le quatrième du Hainaut et le cinquième de la partie wallonne du Brabant méridional; au parquet de la même cour, le procureur général est du Hainaut; le premier avocat général, de la province de Namur; le deuxième, du Brabant méridional; le troisième, de la Flandre; le quatrième, de la province d'Anvers. Les autres membres de la cour sont, autant que possible, partagés dans la même proportion.

La recomposition du personnel de l'ordre judiciaire est aujourd'hui à peu près terminée; le temps nous apprendra si en l'opérant le gouvernement a convenablement rempli sa mission, et si de son côté notre magistrature régénérée, rendue à l'indépendance, retirée du provisoire, répondra dignement à l'attente du pays, par son zèle pour le service, par l'austère intégrité de ses mœurs, par la pureté et la sagesse de ses arrêts : en grande partie jeune encore et entrant dans la carrière au début de notre glorieuse révolution, la considération publique lui tiendra lieu d'encouragement, et le peuple belge, une fois convaincu qu'il possède enfin des magistrats dignes de lui, dignes de la robe dont ils sont revêtus, ne se refusera pas sans doute aux sacrifices nécessaires pour améliorer leur sort.

Il n'appartenait pas au comité de faire d'autres changements que ceux que l'opinion publique réclamait à grands cris comme urgents; notre devoir était de rétablir et rouvrir sans retard le cours de la justice, d'en assurer la bonne et prompt administration, de veiller à ce qu'elle ne rappelât pas aux yeux du public des hommes tarés, qui auraient compromis ou même rendu impossible le bien que le gouvernement voulait faire. Nous ne pouvions aussi librement porter la main sur la législation :

nous devons nous borner à détruire quelques abus généralement sentis, à poser quelques faits qui indiquassent le désir d'opérer des améliorations immédiates, l'intention d'en préparer de plus grandes pour l'avenir.

C'est ainsi que la justice, qui se rendait naguère *au nom du roi*, se rendra dorénavant *au nom du peuple belge*; non pas que le peuple en soit la source ou s'en croie l'arbitre, mais parce qu'il est la source de tous les pouvoirs.

L'aversion de l'ancien gouvernement pour l'institution tutélaire du jury était connue : jamais son ombrageux despotisme n'eut permis que les citoyens, qu'il appelait ses sujets, fussent jugés par leurs pairs. Le gouvernement ne pouvait improviser une innovation aussi capitale dans notre justice criminelle; mais s'il ne pouvait réaliser le bienfait, il lui était donné de l'annoncer, de le promettre; il pouvait dès à présent offrir aux accusés une plus grande garantie de l'équité des arrêts, et c'est ce qu'il a fait en statuant que les cours d'assises, qui jugeaient jusqu'ici au nombre de cinq juges et par conséquent à une majorité de trois voix contre deux, siègeraient désormais au nombre de six juges, et ne rendraient par conséquent leurs arrêts qu'à une majorité de quatre voix contre deux. C'est aussi dans le même dessein qu'il a rendu à l'instruction de la procédure la publicité, qui est une des principales garanties de l'impartialité, base fondamentale de toute bonne justice.

Un châtement infâme était infligé à nos braves soldats, et les lois hollandaises avaient établi contre eux les peines que les anciens réservaient à leurs esclaves. Un arrêté du gouvernement provisoire abolit la bastonnade, et une commission est réunie en ce moment pour préparer une législation militaire mieux en harmonie avec les mœurs des Belges.

L'arrêté du 25 février 1815 ouvrait une large carrière à l'arbitraire et menaçait constamment la liberté individuelle. Grâce à la réserve des magistrats, les abus n'ont pas été aussi graves qu'ils pouvaient l'être, mais l'arrêté n'en était pas moins une dérogation aux principes, et le gouvernement l'a fait disparaître.

Malgré quelques modifications hypocrites apportées dans le courant du mois de juin dernier à la servitude du langage, de fortes entraves subsistaient toujours contre le libre usage de la langue française, et le gouvernement fut consulté à cet égard par différents tribunaux. Il s'est empressé de briser jusqu'aux derniers anneaux de cette chaîne, et, plus libéral que les deux gouvernements antérieurs, il a donné des instructions pour autoriser et régulariser l'usage facultatif des langues flamande

et française, d'après les localités et les désirs des justiciables: il n'a pas cru qu'un droit aussi précieux, aussi incontestable, pût se régler par des arrêtés du pouvoir exécutif, ni même peut-être par des lois.

En entrant en exercice, les membres des cours et des tribunaux n'ont point dû prêter de serment: nous avons cru qu'en montant sur leurs sièges à la face du peuple et en acceptant leurs fonctions, ils contractaient par cela seul l'obligation de remplir tous leurs devoirs. Le régime actuel n'étant que provisoire, et les nouvelles institutions de notre patrie n'étant pas encore mises en vigueur, nous avons cru qu'il fallait différer, et remettre la prestation des serments à une époque où toutes les administrations et tous les corps de l'État seraient définitivement organisés.

L'installation des cours et des tribunaux s'est faite successivement pour tous à des jours très-rapprochés de leur recomposition: nous avons invité les procureurs généraux près des cours et les commissaires du gouvernement près des différents tribunaux à prononcer, dans ces solennités, des discours analogues à la circonstance; et, par l'examen de ces discours, que nous nous sommes fait représenter, nous avons pu nous convaincre que ces magistrats s'étaient pénétrés de la pensée du gouvernement et sauraient répondre à ses libérales intentions.

Maintenant le cours de la justice, dont l'interruption mènerait à l'anarchie, a repris partout: dans quelques localités on avait sujet de craindre que la malveillance ne parvint à entraver l'instruction criminelle; mais par les mesures prises de concert avec les autorités civiles et militaires, par le bon esprit des habitants, par la coopération zélée des gardes civiques, ces craintes se sont dissipées, et force reste aujourd'hui au droit dans toute l'étendue du pays. Déjà les malfaiteurs, qui naguère ont troublé quelques localités du Hainaut, ont été jugés par la cour d'assises de Mons; ceux qui, à Bruges, se sont livrés à des excès, ne tarderont point à l'être. A Bruxelles, le service se fait avec promptitude et régularité, et un magistrat du parquet de cette ville a été délégué pour rechercher, à Louvain, les auteurs d'une vengeance exécrable.

Des circonstances particulières se sont présentées pour les tribunaux des villes de Maestricht et de Luxembourg, occupées, l'une par les troupes de l'ennemi, l'autre par celles de la confédération du Rhin. La juridiction du tribunal de Maestricht, partagée par le cours de la Meuse, a été provisoirement dévolue aux tribunaux de Ruremonde et de Hasselt. Quelques membres du tribunal de Luxembourg se sont arrogé le droit de siéger dans cette

ville; mais cette usurpation de pouvoir, protégée par la garnison prussienne, n'est respectée que dans l'étroite enceinte de Luxembourg, et encore y est-elle plus nominale que réelle. Un arrêté du gouvernement a transféré provisoirement à Arlon le siège de ce tribunal, et nous avons eu la satisfaction d'apprendre que la justice, qui y est rendue par des magistrats belges, est reconnue dans tout le ressort par tous les habitants, sans être imposée par des baïonnettes étrangères ou protégée par un triple rang de remparts.

Depuis longtemps la ville de Verviers réclamait, à bon droit, le siège d'un tribunal: l'ancien gouvernement, après le lui avoir longtemps refusé, avait dû finir par accéder sur ce point au juste désir de cette cité industrielle, appuyée avec force dans le sein des États-Généraux, et à la future organisation judiciaire un tribunal devait enfin y être placé. Le gouvernement, qui a répudié en entier le triste héritage de la loi de 1827, a cru de son devoir d'y recueillir le bien isolé qui s'était glissé comme par hasard à sa suite, et il n'a pas hésité à doter de cette faveur méritée les braves habitants du pays de Franchimont. Le tribunal de Verviers est aujourd'hui en plein exercice, comme tous les autres.

De son côté, le comité de la justice poursuit régulièrement son travail, et se compose de MM. Blarignies, Koekaert, Barbanson et Defaeqz, qui veulent bien continuer à lui prêter l'appui de leurs lumières et de leur zèle. Depuis son retour des missions dont le gouvernement l'avait chargé, M. Gendebien occupe, comme administrateur général de la justice, la place qui lui était réservée. Les fonctions de secrétaire général ont été jusqu'ici remplies avec zèle et talent par M. Claes. Malgré les embarras que présentait encore ici, plus particulièrement que dans les autres branches de l'administration, l'absence de toutes archives, dont une grande partie est à La Haye, dont l'autre a été brûlée dans l'incendie de l'hôtel du ministère de la justice, les bureaux de cette administration ont été promptement organisés, et déjà la marche des affaires n'éprouve plus d'entraves. La composition de ses bureaux a été réglée sur le pied le plus simple et le plus économique: le nombre des employés est peut-être insuffisant, mais comme la plupart sont pris dans les rangs des jeunes avocats, ils suppléeront par l'activité de leur zèle à ce que le bien du service réclame, et ils ne tarderont pas à y joindre l'expérience que donne l'habitude du travail.

Tel est, messieurs, le résumé des opérations faites depuis deux mois par le comité de la justice du gouvernement provisoire de la Belgique.

Après une longue tyrannie qui laissait tant d'abus à détruire dans toutes les branches d'administration, nous y avons porté la main pour celle qui nous concernait; non point avec la prétention de tout réparer instantanément, tâche immense que les premiers désordres d'une rénovation politique ne permettent guère d'accomplir d'emblée, mais avec la ferme intention de déblayer le terrain et d'ouvrir la voie aux améliorations que l'avenir introduira. Le malaise général qui a produit la révolution, se composait du ressentiment d'une multitude d'abus, de vexations, d'injustices particulières, qui tôt ou tard ne pouvaient manquer de faire explosion.

Cette explosion a eu lieu, le bras puissant du peuple a violemment arraché le mal à sa racine: il confia à votre sagesse le soin de réaliser les bienfaits de notre glorieuse révolution: pour prix de son courage et de son dévouement, pour indemnité de ses longues souffrances, il vous demande de réédifier à neuf et dans son intérêt l'édifice si laborieusement construit, pendant quinze ans, dans l'intérêt du despotisme.

C'est là, messieurs, votre belle et noble mission; ce sera votre gloire et l'honneur de vos jours que de l'avoir accomplie. Tous les habitants de la Belgique recevront avec reconnaissance les institutions dont vous allez doter notre patrie: tous les fonctionnaires de l'État obéiront avec empressement aux ordres que vous leur donnerez.

J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la chambre, avec ce rapport, un recueil spécial des arrêtés du gouvernement provisoire, relatifs à l'administration de la justice;

Un tableau, par ordre de dates, des nominations faites dans l'ordre judiciaire et dans l'administration de la justice;

Un tableau du personnel composant actuellement les cours supérieures de justice et les tribunaux de première instance;

Un tableau du personnel des bureaux du comité de la justice, avec la désignation de leurs attributions.

Bruxelles, le 8 décembre 1850.

L'administrateur général de la justice,

ALEX. GENDEBIEN.

Le secrétaire général ad interim,

P. F. CLAES.

(A. C.)

N° 213.

Situation du département des finances.

Rapport fait dans la séance du 11 décembre 1850, par M. COGHEN, administrateur général des finances.

MESSEURS,

Appelé à vous rendre compte de la situation de l'administration des finances, j'ai besoin de toute votre indulgence pour me soutenir dans la tâche qui m'est imposée; vous ne me la refuserez pas.

Plusieurs d'entre vous le savent, messieurs: loin qu'aucun motif d'ambition personnelle m'ait fait rechercher les fonctions qui m'amènent aujourd'hui dans cette enceinte, ce n'est qu'en faisant abnégation de mes habitudes, de mes goûts, je dirais aussi de mes intérêts, si des intérêts privés devaient être mis dans la balance lorsqu'il s'agit de l'intérêt public, que j'ai pu me déterminer à les accepter. Le gouvernement national qui s'était improvisé au bruit du canon, pour la défense de nos droits, pour le triomphe de nos libertés, réclamait mes services, qu'il jugeait pouvoir être utiles au pays. Dès lors m'était-il permis d'hésiter?... Je me soumis donc à ce que l'on exigeait de moi, sans considérer le sacrifice de mon repos, ni l'insuffisance de mes forces, sans envisager non plus la grave responsabilité qu'assumaient sur leurs têtes ceux qui ne craignaient point de s'associer à l'action gouvernementale, dans un moment où les légions hollandaises quittaient à peine les murs de Bruxelles et campaient encore à nos portes. Je voulus ainsi payer le tribut que tout citoyen doit à la patrie, prêt à remettre en des mains plus habiles la charge à laquelle m'appelait une honorable confiance, lorsque les temps seraient devenus moins critiques, lorsque la chose publique n'aurait plus besoin du concours de mon zèle.

Est-il besoin, messieurs, de vous dire les difficultés de tout genre dont furent environnés mes premiers pas dans la carrière? Je me trouvais, en prenant les rênes d'une administration aussi vaste que compliquée, dépourvu à la fois et de rétroactes quelconques, et du personnel nécessaire pour remplacer non-seulement la direction centrale qui siégeait à La Haye, mais les employés des provinces qui avaient abandonné leur poste. Tout était à créer, et tous éléments d'organisation manquaient.

Mes premiers soins eurent pour objet de constituer l'administration générale, centre d'où devaient partir les directions à faire passer sur tous les points du territoire. Je m'occupai ensuite de réor-